

Enquêtes de conjoncture d'avril 2020 : le climat des affaires au plus bas

Les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises d'avril 2020 ont été conduites dans une situation inédite de confinement général, mesure prise depuis mi-mars pour limiter la propagation du coronavirus en France. Malgré des taux de réponse affaiblis, les enquêtes retracent clairement la très lourde chute des perspectives d'activité dans l'ensemble des grands secteurs économiques. Cette chute est d'ampleur inédite et la plupart des soldes d'opinion sur les perspectives d'activité atteignent des points bas jamais explorés jusqu'alors par les enquêtes de conjoncture. La pandémie de Covid-19 et ses conséquences directes (confinement) sont massivement citées parmi les obstacles limitant la production.

Les climats des affaires dévissent

Les climats des affaires sont présentés par secteur et au niveau global dans les différents numéros d'*Informations Rapides* qui paraissent en même temps que ce *Point de conjoncture*.

Au niveau global, le climat des affaires accentue sa chute précipitée, entamée en mars : il perd 32 points en avril, après avoir déjà baissé de 11 points en mars, et tombe à 62, son plus bas niveau depuis le début de la série (1980). L'ampleur de cette chute sur un mois est également inédite : en octobre 2008, après la faillite de Lehman Brothers, l'indicateur n'avait diminué « que » de 9 points. Le climat de l'emploi continue de se dégrader brutalement lui aussi : il chute de 24 points, après en avoir perdu 10 en mars, soit sa plus forte baisse depuis le début de la série (1991).

Au niveau sectoriel, les climats des affaires amplifient leur chute spectaculaire dans les services (-37 points en avril) et dans le commerce de détail (-23 points). Il s'agit du recul le plus important depuis le début de ces séries (1989 pour les services, 1991 pour le commerce de détail).

En avril, l'indicateur décroche également dans l'industrie, avec une chute inédite de 16 points. Il descend à 82, un point bas qui n'a été dépassé qu'à deux périodes : pendant toute l'année 1993, puis de fin 2008 à août 2009. La chute n'a toutefois jamais été aussi brusque.

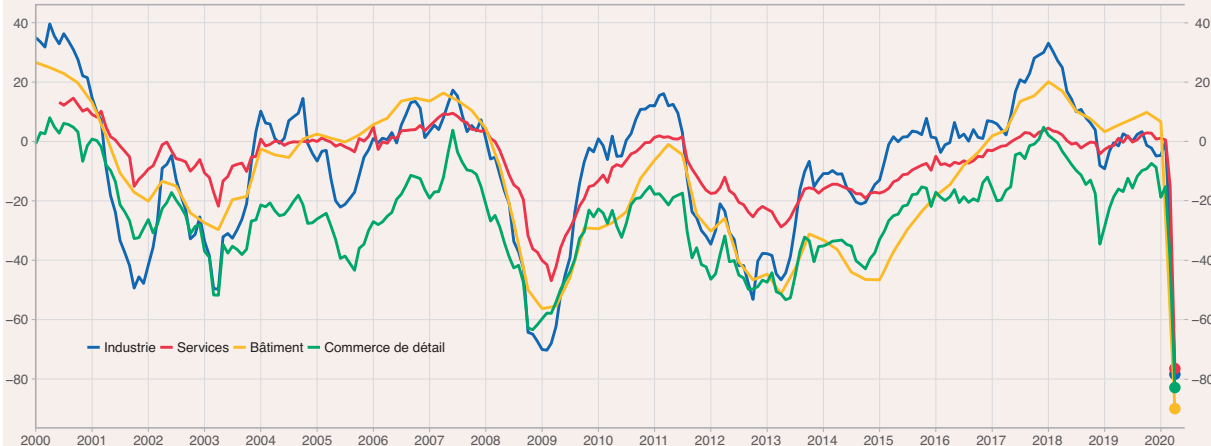
Le confinement met aussi à l'épreuve la collecte des données, le mode de calcul et l'interprétation des soldes d'opinion et des indicateurs synthétiques. Par exemple, le climat des affaires dans l'industrie du bâtiment n'a pas pu être calculé avec le minimum de fiabilité nécessaire. La non-réponse a été particulièrement importante dans ce secteur et la méthode dite de l'échantillon constant (*encadré*), mobilisée habituellement pour redresser la non-réponse, aurait conduit à lisser artificiellement les résultats, gommant largement l'impact du choc en cours.

Les perspectives d'activité s'effondrent

Les chefs d'entreprise jugent les perspectives générales d'activité de leur secteur extrêmement détériorées. Ce solde d'opinion chute lourdement et atteint son plus bas niveau depuis le début des séries dans tous les secteurs, illustrant de façon criante la détérioration aggravée de la situation conjoncturelle perçue par les entreprises (*graphique 1*). Cet indicateur, calculé comme une moyenne simple des réponses, n'est ni pondéré, ni redressé de la non-réponse : l'opinion de chaque répondant compte pour un. De même, dans l'industrie, les chefs d'entreprise sont extrêmement négatifs sur les perspectives générales d'exportation du secteur : ce solde d'opinion trimestriel, assez volatil, s'effondre en avril à son plus bas niveau depuis que la série existe (1991).

Les chefs d'entreprise sont également beaucoup plus pessimistes à propos de leurs propres perspectives d'activité, même s'il peut leur être difficile de se projeter sur les trois mois à venir dans cette période éplie

1 - Solde d'opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives générales d'activité de leur secteur



Note : la série de solde d'opinion sur les perspectives générales d'activité dans l'industrie du bâtiment est trimestrielle

Source : Insee, enquêtes de conjoncture

d'incertitude. Les soldes d'opinion correspondants chutent dans tous les grands secteurs économiques, particulièrement dans les services. Dans l'industrie et dans les services, cet indicateur tombe à son plus bas niveau depuis le début de ces séries.

Ces niveaux sont même beaucoup plus dégradés si l'on considère les réponses des seules répondantes, sans appliquer la méthode de l'échantillon constant et sans correction des variations saisonnières, en photographie instantanée de cette situation exceptionnelle où se conjuguent dans nos enquêtes un coup d'arrêt brutal à l'activité et une non-réponse massive (*tableau 1*)

Dans l'industrie, les services et le bâtiment, la proportion d'entreprises renseignant qu'un « autre facteur » limite l'accroissement de leur activité atteint un niveau inédit

Dans les enquêtes de conjoncture industrie, services et industrie du bâtiment, les entreprises peuvent signaler les difficultés limitant l'accroissement de leur production. Elles peuvent, par exemple, remonter un manque de personnel, des difficultés d'approvisionnement ou un équipement insuffisant, en cochant plusieurs cases au besoin. Une modalité « autres » est également laissée à la discrétion des entreprises : elles sont invitées, dans ce cas,

à préciser la difficulté rencontrée. En avril 2020, cette modalité a été renseignée massivement par les entreprises. Parmi les entreprises des trois enquêtes confondues ayant signalé une autre difficulté, plus de 80 % des commentaires portent sur l'épidémie de Covid-19.

Dans l'industrie, la part d'entreprises remontant d'autres difficultés atteint, ce mois-ci, son plus haut niveau depuis le début de la série en 1991 : 23 % des entreprises signalent une « autre difficulté ». Si l'on considère les seules répondantes de ce mois-ci, sans méthode d'imputation de la non-réponse, elles sont même 43 % à remonter une autre difficulté (*tableau 2*). Par ailleurs, en avril, les chefs d'entreprises sont notablement plus nombreux qu'en janvier à signaler une demande insuffisante et des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie (*tableau 3*). En parallèle, les entreprises sont moins nombreuses à déclarer ne connaître aucune difficulté ce mois-ci.

Dans les services, sans méthode d'imputation, un peu plus de deux chefs d'entreprises sur cinq remontent d'autres facteurs limitant leur production ; jamais la part d'entreprises n'a été aussi élevée depuis le début de la série en 2004. Comme dans l'industrie, les chefs d'entreprises sont plus nombreux à signaler

Tableau 1 - En avril, l'opinion des répondants sur leurs perspectives personnelles d'activité est extrêmement négative

Solde d'opinion sur les perspectives personnelles d'activité pour les trois prochains mois, avril 2020		
	Solde classique (par échantillon constant, CVS)	Sur la base des seuls répondants en brut
Industrie manufacturière	-35	-65
Services	-41	-63
Industrie du bâtiment	-22	-78
Commerce de détail	-45	-62

Source : Insee, enquêtes de conjoncture d'avril 2020

Tableau 2 - Le facteur « autres » limitant l'accroissement de production des entreprises bondit vivement en avril

Difficultés « autres » dans l'enquête trimestrielle industrie (en %)		
Méthode	Janvier	Avril
Hors échantillon constant	5,7	43,2
Avec échantillon constant	5,5	23,2
Difficultés « autres » dans l'enquête trimestrielle services (en %)		
Méthode	Janvier	Avril
Hors échantillon constant	7,4	41,9
Avec échantillon constant	-	-
Difficultés « autres » dans l'enquête mensuelle industrie du bâtiment (en %)		
Méthode	Mars	Avril
Hors échantillon constant	6,8	64,5
Avec échantillon constant	7,0	21,8

Note : voir encadré pour la description de la méthode de l'échantillon constant

Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans les services, l'industrie (janvier et avril 2020) et l'industrie du bâtiment (mars et avril 2020), données non désaisonnalisées

une demande insuffisante et nettement moins nombreux à ne déclarer aucune difficulté.

Dans l'industrie du bâtiment, 65 % des entreprises remontent d'« autres » difficultés, lorsqu'on prend en compte seulement les répondantes d'avril. En outre, la part de difficultés d'approvisionnement augmente ce mois-ci (*tableau 3*) ; même si elle reste limitée, elle atteint son plus haut niveau depuis avril 2009.

Parmi les entreprises ayant signalé une autre difficulté limitant leur activité, la quasi-totalité mentionne l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences

En lien avec l'augmentation de la proportion des autres facteurs limitant la production, plus de

1 300 commentaires ont pu être analysés, en avril, sur l'ensemble des trois enquêtes, bien plus qu'à l'accoutumée. En comparaison, en janvier 2020, un peu plus de 300 réponses avaient été renseignées par les entreprises.

Parmi les entreprises signalant un autre facteur limitant leur production, 83 % des entreprises citent l'épidémie de « Covid-19 » (*figure 1 et graphique 2*). C'est de loin le mot le plus cité, le deuxième étant « crise » dans 12 % des commentaires, suivi de « sanitaire » (8 %). Les conséquences de la lutte contre l'épidémie comme le confinement, les fermetures, le chômage partiel et les arrêts de chantier sont aussi mentionnées. ■

Tableau 3 : dans l'industrie et le bâtiment, la part des difficultés d'approvisionnement augmente

Difficultés d'approvisionnement dans l'enquête trimestrielle industrie (en %)		
Méthode	Janvier	Avril
Hors échantillon constant	9,6	19,9
Avec échantillon constant	9,5	12,7
Difficultés d'approvisionnement dans l'enquête mensuelle industrie du bâtiment (en %)		
Méthode	Mars	Avril
Hors échantillon constant	2,5	11,5
Avec échantillon constant	2,3	4,7

Note : voir encadré pour la description de la méthode de l'échantillon constant

Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans l'industrie (janvier et avril 2020) et l'industrie du bâtiment (mars et avril 2020), données non désaisonnalisées

Figure 1 - Nuage des trente mots les plus cités par les entreprises

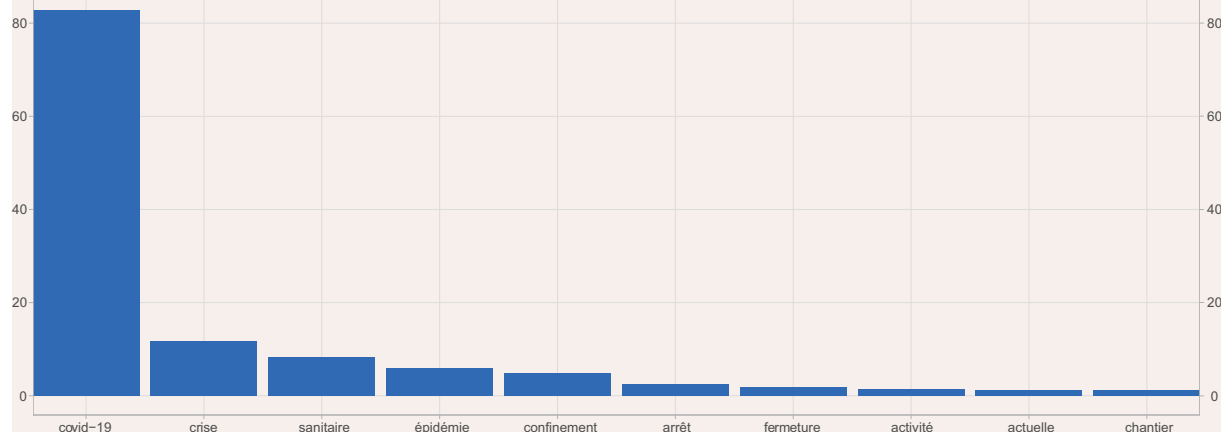


Lecture : plus la taille du mot est importante dans le nuage de mots, plus il apparaît fréquemment dans les commentaires laissés par les entreprises

Note : le texte a été préalablement nettoyé, afin notamment d'enlever les mots qui n'apportaient pas d'informations et de sens à l'analyse (par exemple, l'article « le »). Les mots qui renvoyaient à la même idée ont été regroupés, c'est le cas des mots « coronavirus », « virus », « covid », etc. qui ont été regroupés dans « Covid-19 » et le mot « pandémie » dans « épidémie ».

Source : Insee, enquête de conjoncture de conjoncture d'avril 2020 dans l'industrie, les services et l'industrie du bâtiment

2 - En avril, la quasi-totalité des commentaires portent sur le Covid-19 et ses conséquences



Source : Insee, enquête de conjoncture de conjoncture d'avril 2020 dans l'industrie, les services et l'industrie du bâtiment

Encadré

Une collecte réalisée en période de confinement général

La collecte des enquêtes de conjoncture d'avril 2020 s'est déroulée dans une situation inédite de confinement général, mesure en vigueur en France depuis le 17 mars pour lutter contre la propagation du coronavirus. Cette collecte a été réalisée uniquement par internet, et sans les relances habituelles auprès des entreprises retardataires. Elle a débuté le 25 mars et les réponses reçues ont été dépouillées le 17 avril pour les résultats provisoires. Nombre d'entreprises n'ont pas été en mesure de renseigner le questionnaire. Aussi, les taux de réponse sont nettement plus faibles qu'à l'accoutumée. Parmi les quelque 13 800 entreprises interrogées par l'Insee en avril, 4 000 environ ont répondu, tous secteurs confondus. Selon les secteurs, le taux de réponse s'étage entre un peu moins de 20 % pour le bâtiment et 36 % pour l'industrie. En proportion du chiffre d'affaires, ce taux est un peu moins dégradé et atteint même un peu plus de 45 % dans l'ensemble du commerce de détail et du commerce et réparation automobiles, secteur le mieux couvert ce mois-ci de ce point de vue.

Les enquêtes dans la construction sont les plus affectées en avril. Outre le fait majeur de l'arrêt total ou partiel de leurs chantiers, les entreprises de ce secteur restent nombreuses à préférer répondre par questionnaire papier plutôt que par internet.

Pour la presque totalité des soldes d'opinion mensuels, les non-réponses sont traitées selon la méthode dite de l'« échantillon constant », qui consiste à imputer les réponses des entreprises non-répondantes selon leurs réponses précédentes. Les entreprises ayant répondu le mois précédent constituent le cœur de l'échantillon constant établi pour calculer les résultats provisoires du mois courant (mois m) et les résultats définitifs du mois précédent ($m-1$). Si, pour le mois courant, certaines de ces entreprises n'ont pas encore répondu au moment du premier dépouillement de l'enquête, leurs réponses du mois précédent sont reportées pour le mois courant. Les entreprises ayant répondu au mois courant (m) et deux mois auparavant ($m-2$) font également partie de cet échantillon constant : leur réponse manquante pour le « mois du milieu » est imputée en fonction de leurs réponses aux mois $m-2$ et m , selon des règles tenant compte de leur changement éventuel d'opinion entre ces deux interrogations. En revanche, les entreprises ayant répondu le mois courant (mois m) mais pas, ne serait-ce qu'une fois, aux deux enquêtes précédentes (mois $m-1$ et $m-2$) sont exclues de l'échantillon constant. Leurs réponses seront prises en compte le mois suivant, au moment de l'établissement des résultats définitifs du mois m . Cette méthode d'échantillon constant vise à fournir des évolutions traduisant un changement effectif dans la conjoncture perçue par les entreprises, plutôt que des effets de structure. Elle vise aussi à limiter les révisions entraînées par la prise en compte des réponses tardives. Cependant, elle introduit de l'inertie en prolongeant mécaniquement les opinions précédemment exprimées par les chefs d'entreprises. Opérante en période d'évolution régulière ou de fluctuations modérées de l'activité, elle est moins adaptée en cas de décrochage brutal, couplé à l'absence de réponse de très nombreuses entreprises. Il n'est donc pas exclu que cette méthode tende à sous-estimer la chute, déjà extrêmement lourde, du climat des affaires. ■